

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	RESPONSABLE PROJET AGRO
Rattachement hiérarchique	COORDINATEUR/TRICE TERRAIN ADJOINT
Pays / ville d'affectation	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE / NDELE
Création/ remplacement	REPLACEMENT
Date de début	OCTOBRE 2020
Durée de la mission	6 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62% de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés. En mars 2013, le président, François Bozizé, est renversé par une alliance de groupes rebelles (Séléka) qui prennent alors le contrôle du territoire. Michel Djotodia, leader des Séléka est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président ne parvient pas à endiguer la crise et les tensions intercommunautaires entre Séléka et Anti-balaka se propagent à l'ensemble du territoire. En Janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, présidente de la transition, période qui doit mener aux élections fin 2015.

En février 2016, Faustin Archane TOUADERA est élu président de la République. Les élections ne sont pas une fin en soi, les différentes fractures sociales, les faibles perspectives économiques et les problèmes d'insécurité nécessitent beaucoup d'efforts pour sortir le pays de la crise. Fin mai 2017, on compte plus de 420 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles l'approche intégrée des interventions humanitaires menées par la structure sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires.

Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. L'intervention humanitaire en République Centrafricaine est renforcée par la plateforme logistique que gère PUI à Bangui et les déploiements en province.

PUI en RCA s'appuie sur 3 piliers stratégiques

- Renforcer l'accès aux services sociaux de base pour les populations les plus vulnérables dans une logique d'appui aux structures publiques
- Soutenir le relèvement socio-économique des communautés affectées par la crise
- Contribuer à l'efficacité et à l'impact de la réponse humanitaire, notamment en situation d'urgence

Historique de la mission et programmes en cours

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays avant la fusion effective des deux entités en mai 2011. Depuis, la mission dispose d'un bureau de coordination à Bangui et est intervenue depuis plusieurs bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est, Berberati dans le Sud-ouest et Sibut dans le centre. PUI y a développé des projets de sécurité alimentaire, relance économique, réhabilitation d'infrastructures, santé et nutrition.

En 2020, PUI poursuit son assistance en santé, nutrition et sécurité alimentaire auprès des populations vulnérables victimes des conflits armés au Nord-Est (N'délé) et à Bangui. Les projets menés sur ces deux bases concernent aussi bien un soutien au système de santé primaire, un appui dans la prévention et le traitement de la malnutrition, que le renforcement des activités agricoles et des moyens d'existence par la relance économique et le soutien aux activités génératrices de revenu. PUI développe également des activités dans d'autres secteurs tels que l'Eau-Hygiène-Assainissement (de façon intégrée au niveau des centres de santé).

A Bangui, PUI est gestionnaire d'une plateforme logistique de 1 738 m², soit 3 200 m³ de stockage, avec un espace pharmacie en température dirigée de 150 m² (365 m³) à destination des ONG internationales, locales et des agences des Nations Unies (une vingtaine de partenaires début 2018) pour le stockage de matériel humanitaire. L'objectif est de faciliter et sécuriser les conditions de stockage des ONG et de faciliter le déploiement à l'intérieur du pays. Les équipes du projet réalisent également du renforcement de compétences en gestion de stock pour les partenaires. S'ajoute à cela l'appui au renforcement des hubs logistiques sur les hot-spots à l'intérieur du pays via le déploiement de solutions de stockage mobiles et flexibles par une équipe de techniciens qualifiés. En 2020, PUI ouvre un deuxième espace de stockage à Bangui dédié exclusivement aux matériels et produits médicaux (600 m³ utiles) pour répondre à la demande croissante des partenaires internationaux (ONG et UN).

Depuis fin 2016 PUI gère un projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et d'appui aux Centres de Santé de Bangui (FOSA) et aux districts sanitaires, en accord avec la politique nationale de gratuité ciblée des soins (Paquet Minimum d'Activités) pour les femmes enceintes, femmes allaitantes et enfants de moins de 5 ans. Depuis Juillet 2018, ce projet est mis en œuvre dans le cadre d'un consortium avec la Croix-Rouge Française et Action Contre la Faim mené par PUI et financé par le Fonds Békou. Suivant les directives du MSP, le Fonds Békou a choisi d'orienter sa stratégie de renforcement global du système de santé vers la modalité de financement basé sur la performance, qui sera implémenté par PUI dans le cadre d'une Agence d'Achats de Performance et de Renforcement de Capacité jusqu'en 2021.

Enfin, Pui met en œuvre depuis Septembre 2019 un projet de relance économique pour les populations déplacées interne et les communautés hôtes de deux arrondissements à Bangui visant à soutenir leur autonomisation financière et leur résilience en accompagnant la structuration de leurs activités génératrices de revenu (supervision + transferts monétaires).

A Ndele, PUI intervient dans la District sanitaire de Bamingui-Bangoran depuis 2007, et a mis en œuvre successivement plusieurs interventions dans les domaines de la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire afin d'améliorer l'accès des populations aux soins de santé primaires et la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables, à travers l'appui à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, le référencement des cas de complications, l'appui à la santé de la reproduction et l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles et la diversification de la production. Depuis juillet 2015, PUI met en œuvre en Bamingui-Bangoran un projet de restauration du système de santé de base à travers une approche district sanitaire et soutient actuellement 20 Formations sanitaires de 1er contact et l'hôpital de district de la Bamingui Bangoran.

PUI met également en œuvre des projets de relèvement économique basé sur le soutien aux filières agro-écologiques porteuses, la redynamisation du circuit de production et de commercialisation et l'accompagnement de la structuration en groupement. En 2020, PUI lance une intervention de développement financée par l'AFD (en consortium avec TGH et NRC) visant à soutenir le redéploiement des services techniques déconcentrés, les dynamiques de cohésion sociale entre éleveurs et agriculteurs, l'amélioration des services de bases au niveau des structures de santé et le relèvement économique des communautés. PUI mène également des projets de plus court-terme visant à apporter une assistance alimentaire d'urgence aux familles les plus vulnérables en s'appuyant sur une approche intégrée santé-nutrition-sécurité alimentaire.

Configuration de la mission

BUDGET 2020	8 MILLIONS D'EUROS
COORDINATION BASES	3 BASES : BANGUI (COORDINATION + BASE OPERATIONNELLE), NDELE
NOMBRE DE POSTES EXPATRIES	35
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	150
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	8
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Fond Békou, OFDA, Fonds Humanitaire, CIAA, AFD
SECTEURS D'ACTIVITES	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, Santé, Nutrition, Soutien Psycho-Social, Logistique, WASH
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	<p>En octobre 2020 :</p> <p>Bangui / coordination : 1 Chef de mission, 1 Chef de mission Adjoint Programmes, 1 Chef de Mission Adjoint Support, 1 Coordo log, 1 Coordo Finance, 1 Coordo RH, 1 Coordo Santé, 1 Coordo Sécurité Alimentaire, 1 Coordo WASH, 1 Coordinateur AAPRC, 1 Coordinateur Adjoint AAPRC, 1 Coordinateur Plate-forme Logistique, 1 Grants Officer, 1 Responsable suivi & evaluation, 1 Chargé consortium santé, 1 Pharmacien, 1 RP Psycho-Social, 1 Log-Admin AAPRC, 1 Log capitale, 1 admin capitale</p> <p>Bangui / programmes : 1 CT, 1 Admin Fin base, 1 Log base, 1 RP Plateforme logistique, 1 RP Santé, 1 RP Moyens d'existence</p> <p>Ndele : 1 CT, 1 Adjoint CT aux Programmes, 1 RP santé, 1 RP Wash, 2 RP Agro, 1 Admin base, 1 Log base, 1 RP SAME</p>

Description du poste

Objectif global

En juin 2018, un consortium a été créé entre, Action contre la Faim (ACF), Concordis, Danish Refugee Council (DRC), Triangle Génération Humanitaire (TGH) et PUI dans le cadre d'un programme visant à renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses dans l'ensemble des préfectures du Nord de la RCA. Dans le cadre de ce programme, DRC qui est le leader du Consortium interviendra dans l'Ouham, ACF dans l'Ouham Pende, TGH en Vakaga et PUI en Bamingui Bangoran. Concordis interviendra de manière transversale sur les quatre régions sur le volet cohésion sociale.

Le/la Responsable Projet Agro est responsable de la mise en œuvre et du bon développement du projet.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Programmes** : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du programme sous sa responsabilité.
- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise, appuie et évalue l'équipe programme (salariés PUI et journaliers éventuels).
- ▶ **Logistique et administration** : Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du programme sous sa responsabilité.
- ▶ **Représentation** : Il/Elle représente PUI au sein du consortium, auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du programme.
- ▶ **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles de sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.
- ▶ **Stratégie** : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PROGRAMME

- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires, populations et autorités locales comprennent les objectifs du programme et participent activement à la mise en œuvre.
- ▶ Il/Elle planifie les activités et veille au respect du calendrier d'activités. En cas de retard important pris dans la mise en œuvre du programme, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- ▶ Il/Elle organise et conduit les études et diagnostic nécessaires dans le cadre du programme et valide les choix techniques
- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche du programme sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans la proposition technique. Il/Elle informe sa hiérarchie si des retards programmatiques importants sont décelés.
- ▶ Il/Elle veille en collaboration avec le département MEAL à la mise en œuvre d'activités de suivi et/ou d'évaluation afin d'assurer le suivi des indicateurs du projet et de garantir l'atteinte des résultats définis. Après analyse des données, il/elle produit des rapports de suivi et d'évaluation puis les diffuse aux personnes concernées.
- ▶ Il/Elle s'assure en collaboration avec le coordinateur SANME et le département MEAL de la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre du/des projet/s et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les proposals sont disponibles.
- ▶ Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son responsable hiérarchique en respectant les délais de validation interne (sitrep /rapport mensuel) et échéances contractuelles externes (rapports de projet/s).
- ▶ Il/Elle contribue aux processus qualité en s'assurant de la mise en place de mécanisme de redevabilité en collaboration avec le département MEAL ;
- ▶ Il/Elle identifie les contraintes techniques liées à la mise en œuvre de son projet, remonte ses informations à son/sa responsable hiérarchique et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.

2. SUPERVISER L'EQUIPE PROGRAMME

- ▶ Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- ▶ Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe en collaboration avec le coordinateur SAME, les fait valider par sa hiérarchie et participe activement au recrutement (entretien, test, etc). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.
- ▶ Il/Elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions.
- ▶ Il/Elle définit l'organigramme de son équipe, met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision.
- ▶ Il/Elle identifie les besoins en formation de son équipe et les complète (appui organisationnel, méthodologique, technique éventuellement, organisation de formations...).

3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DU PROGRAMME

- ▶ Il/Elle adresse ses besoins programmatiques au/à la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e) conformément aux budgets disponibles.
- ▶ Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques (intrants agricoles) et réalise les tests de conformité nécessaires (tests de germination, etc).
- ▶ Il/Elle participe activement à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec le département logistique.
- ▶ Il/Elle s'assure, en coordination avec le/la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e), que le stockage du matériel propre au programme est approprié.
- ▶ Il/Elle communique au/à la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e) de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériel de communication pour la mise en œuvre de ses activités
- ▶ Il/Elle organise, en coordination avec le/la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e), le volet logistique de son/ses programmes (livraison, distribution, stockage sur site, etc).
- ▶ Il/Elle fournit mensuellement au/à la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e) l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à son/ses programme(s).
- ▶ Il/Elle s'assure de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour du/des programmes sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e).

4. ASSURER LA REPRESENTATION DE PUI AUPRES DES PARTENAIRES LOCAUX

- ▶ Il/Elle représente PUI au sein du consortium en collaboration avec le coordinateur SANME et auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du programme. Il/Elle s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- ▶ En accord avec le/la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e), il/elle participe aux réunions de coordination relatives aux questions de sécurité alimentaire et en est un membre actif.
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la préparation et à la mise en œuvre de la visite.

5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ Il/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécuritaires sont respectées.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au/à la responsable de base) de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- ▶ Il/Elle s'assure que le programme, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne. Il/Elle alerte sans délai sa hiérarchie en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle s'assure que les membres de son équipe et travailleurs journaliers éventuels disposent du matériel de sécurité adapté à leurs activités.

6. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- ▶ Il/Elle analyse la situation humanitaire en sécurité alimentaire et moyens d'existence de manière continue dans sa zone d'intervention. Il/Elle identifie et partage les besoins humanitaires sous-jacents.
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie de la mission et à la formulation de nouveaux projets.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

- ▶ Encadrement direct : 3 personnels nationaux (2 assistants techniques et 1 superviseur Plateforme)
- ▶ Encadrement indirect : 9 personnels nationaux (6 agents de terrain, 2 superviseurs et 1 opérateur de saisie)

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Etudes supérieures en agronomie et/ou coopération au développement 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Diplôme ENSA, ENITA, CNEARC, ISTOM...Spécialisation dans le domaine de la nutrition ou de l'économie ▶ Gestion de projets
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Au moins 3 années d'expérience professionnelle dans la gestion de projet développement agricole ou sécurité alimentaire ▶ Expérience terrain en diagnostic agricole, conduite d'étude de marché, analyse de filière ▶ Expérience en renforcement des capacités (producteurs, groupements, acteurs institutionnels) ▶ Expérience en reporting auprès de bailleurs internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Expérience en suivi/évaluation ▶ Expérience en gestion budgétaire ▶ Expérience et/ou connaissance en sécurité alimentaire dans des contextes de post-urgence ▶ Expérience en mise en place d'AGR et de micro crédit

CONNAISSANCES & APTITUDES	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Bonne qualité rédactionnelle ▶ Capacités managériales pour accompagner, fédérer et former son équipe ▶ Capacités à mobiliser et entretenir un réseau de partenaires techniques et financiers 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (OFDA, ECHO, AAP, agences UN...)
LANGUES	X	X
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Français ▶ Anglais ▶ Autre (préciser) 		
INFORMATIQUE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Excellente maîtrise du Pack Office et d'Excel en particulier 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Logiciel de statistiques, ▶ SIG (Map Info, Arc View, etc) ▶ Base de données (Access ou autre)
Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)		
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Capacité d'organisation ▶ Bonne capacité d'analyse et de synthèse ▶ Capacité à prioriser et à trouver des solutions aux problèmes posés ▶ Pragmatisme, objectivité, rigueur et prise de recul ▶ Adaptabilité, diplomatie et ouverture d'esprit ▶ Bonne résistance au stress ▶ Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques ▶ Disponibilité et capacité à vivre dans une région reculée 		

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **« BANGUI BREAK »** : Toutes les 6 semaines
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois